

MÉTROPOLE DIJONNAISE

Les premiers éducateurs de rue bientôt sur le terrain

Annoncé durant l'été 2021, un service de prévention spécialisée est en cours de formation à Dijon Métropole. Les premiers éducateurs de rue devraient arriver sur le terrain en février. Ils devront lutter contre le décrochage des jeunes, âgés de 9 à 15 ans, dans les quartiers prioritaires de la métropole.

En juillet 2021, François Rebsamen, président de Dijon Métropole (PS), annonçait la création d'un service de prévention spécialisée contre le décrochage des jeunes. Une décision survenue un an après le transfert de la compétence du Département vers la Métropole. Aux côtés de Nadia Hai, ministre en charge de la Ville, l'édile avait détaillé sa feuille de route, laquelle doit aboutir au recrutement de 24 équivalents temps plein pour assurer les missions du service. Celui-ci serait composé de 21 éducateurs de rue, deux chefs de service et un poste de secrétariat avec budget annuel, estimé à environ 1 million d'€. Le financement est assuré par la Métropole, les communes de Dijon, Chenôve, Longvic et Quetigny*, ainsi que par l'État, via son dispositif des « bataillons de la prévention ».

Six mois après cette annonce, où en sont le recrutement et le déploiement du service de prévention spécialisée ? Nous avons posé cette question à Dijon Métropole, après le discours de vœux de son président, dans lequel ce dernier déclarait : « Dans quelques jours à peine, nous accueillerons des éducateurs de rue pour lesquels nous avons recréé un service qui avait été supprimé par le Département. »

Un recrutement encore en cours

À ce jour, onze éducateurs de rue ont été recrutés, ainsi que les deux chefs de service et la secrétaire. Le personnel est actuellement en formation, les premières missions sur le terrain sont attendues au cours du mois de février. Elles débuteront dans les deux quartiers du territoire classés en « reconquête républicaine ». En l'occurrence, les Grésilles à Dijon et le Mail à Chenôve : « Le recrutement se poursuit », assure Françoise Tenenbaum (PS), vice-présidente de Dijon Métropole en charge des politiques sociales. « Nous sommes exigeants car il s'agit de postes à profil, nécessitant d'avoir de l'expérience et une appétence pour le travail de rue. Nous avons par exemple recruté une éducatrice qui travaillait aupara-



Les éducateurs de rue seront rattachés à l'association Grand Dijon Médiation qui change de nom pour l'occasion. Ils viendront compléter l'action des médiateurs sociaux sur le terrain. Illustration Céline GILLOT

« Nous sommes exigeants, car il s'agit de postes à profil, nécessitant d'avoir de l'expérience et une appétence pour le travail de rue »

Françoise Tenenbaum, vice-présidente de Dijon métropole



vant dans l'aide sociale à l'enfance : elle sait s'adresser aux jeunes en rupture et connaît les dispositifs en vigueur. »

Public ciblé, « les 9-15 ans »

Le service de prévention spécialisée aura pour but de lutter contre le décrochage des jeunes dans les quartiers prioritaires de la métropole dijonnaise. Ses actions seront ciblées vers le public âgé de 9 à 15 ans. « C'est dans cette tranche d'âge que nous constatons les premiers décrochages », souligne Françoise Tenenbaum. « La mission des éducateurs de rue sera de prendre contact avec eux pour les aider à acquérir de nouveaux repères, reprendre leur vie en main, voire une scolarité. Les agents se rendront sur le terrain car nous

souhaitons réinvestir l'espace public, délaissé ces dernières années. L'aide à la parentalité sera aussi renforcée : certains parents sont démunis face à leurs enfants, il faut les accompagner. Enfin, le service de prévention spécialisé effectuera également une veille sur Internet, car c'est aussi là que les choses se passent... »

Pour rappel, les douze postes d'éducateurs de rue, financés par le dispositif gouvernemental des Bataillons de la prévention sont programmés pour une durée de 16 mois. « Nous ferons tout pour que l'engagement de l'État perdure au-delà de cette période », dit Françoise Tenenbaum.

Nicolas DURDILLY

* La ville de Talant et son quartier prioritaire du Belvédère ne font pas partie du dispositif.



Le dispositif avait été annoncé lors de la visite de la ministre en charge de la ville, Nadia Hai, à Dijon, le 19 juillet 2021. Photo archives LBP/Emma BUONCRISTIANI

Un nouveau nom pour l'Association Grand Dijon Médiation

Les nouveaux éducateurs de rue seront rattachés à l'Association Grand Dijon Médiation (AGDM). Cette structure, lancée en 2016, est aujourd'hui composée de 17 médiateurs sociaux, qui vont au contact de la population dans les quartiers sensibles. À l'occasion de ce rattachement, AGDM change de nom pour devenir l'« Association médiation prévention Dijon Métropole ».

« Médiation et prévention spécialisée sont deux services complémentaires mais aussi différents », précise Françoise Tenenbaum. « Les médiateurs sociaux interviennent auprès de tout public, de façon ponctuelle, pour la régulation de conflits. Les éducateurs de rue sont quant à eux en contact avec un public cible et en rupture. Ils ont une mission éducative et interviennent auprès des familles pour les aider et les orienter. » L'effectif des médiateurs sociaux sera renforcé de six postes supplémentaires au titre des Bataillons de la prévention financés par l'État (trois à Dijon, six à Chenôve) pour une durée minimale de 16 mois.